

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 19 novembre 2015

Direction de l'instruction publique

49 2015.RRGR.816 Demande de crédit

Subvention d'exploitation prélevée sur le Fonds d'encouragement des activités culturelles 2016-2019. Projet de mise en réseau des arts de la scène dans le Jura bernois et à Bienne (Projet ARS). Autorisation de dépenses et décision

Annexe 14, ACE 1014/2015

Le président. Wir fahren weiter mit dem Traktandum 49 «Betriebsbeitrag aus dem Kulturförderungsfonds 2016–2019; Vernetzungsprojekt der Bühnenkünste im Berner Jura und in Biel (Projekt ARS)». Es handelt sich um ein Kreditgeschäft, welches von der BiK vorberaten wurde. Seitens der BiK liegen ein Mehrheits- und ein Minderheitsantrag vor. Dementsprechend gibt es für die BiK zwei Sprecher. Wir führen eine freie Debatte. Zuerst hat für die Kommissionsmehrheit Herr Grossrat Krähenbühl das Wort. Er nimmt zum Kreditgeschäft sowie zum Antrag der Kommissionsmehrheit Stellung.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC), rapporteur de la majorité de la CFor. C'est au nom de la majorité de la Commission de formation que je m'exprime. Cette majorité de onze députés vous propose le renvoi des crédits de 550 000 francs annuels destinés au projet de réseau des arts de la scène. Nous avons été massivement critiqués par les médias dans le Jura bernois. Je tiens ici à vous assurer que nous n'avons absolument rien contre le Conseil du Jura bernois en particulier, ni contre la population du Jura bernois en général. Et je suis sûr que la population du Jura bernois pourrait comprendre nos motivations ainsi que nos arguments si elle était correctement informée par ses médias. Nous respectons la décision du Conseil du Jura bernois de renforcer les arts de la scène à travers une mise en réseau. Mais la création de postes de coordinateurs impliquerait des structures fixes, qu'il serait difficile de remettre en question par la suite. Malheureusement, une partie substantielle du crédit risque d'être destinée à la bureaucratie. La majorité estime que le syndicat de communes pourrait assumer les tâches de coordination pour éviter les redondances. Pour ces raisons, nous demandons que l'on étudie la possibilité que les communes et la région entière participent au financement.

Je voudrais citer ici à ce sujet la loi pour l'encouragement des activités culturelles, article 14. «En règle générale, le canton n'octroie des subventions que si des communes, d'autres corporations de droit public ou d'autres tiers participent dans une même mesure au financement.» Si, pour déroger au principe de subsidiarité énoncé ci-dessus, nous invoquons le caractère suprarégional du projet, alors que les questions suivantes se posent: Pourquoi le canton du Jura a-t-il le siège dans le comité, alors qu'il ne participe pas au financement? N'aurions-nous pas pu imaginer que ce représentant du Jura n'ait qu'une voix consultative? Nous constatons également que dans le CREA mis en place côté jurassien, le Jura bernois n'a pas de représentant. Cette absence de symétrie est, à nos yeux, problématique. Nous relevons en outre que le canton de Neuchâtel n'est pas associé à ce projet, alors qu'il est un partenaire naturel pour une partie non négligeable de la population du Jura bernois dans toute démarche qui se veut véritablement suprarégionale. Pour toutes ces raisons, je vous demande de suivre la majorité de la Commission et de renvoyer le crédit pour qu'une participation des communes et du canton du Jura soit envisagée. Notre démarche se veut constructive. Nous ne demandons pas le rejet du crédit, mais simplement son renvoi. Notre intention n'est pas d'entraver le développement culturel du Jura bernois, ni de bafouer ses intérêts légitimes. Nous voulons éviter une nouvelle inflation bureaucratique, particulièrement malheureuse

dans le domaine culturel, et nous souhaitons que l'on défende les intérêts légitimes de toute la population du Jura bernois, y compris ceux de toutes les personnes qui sont orientées vers le canton de Neuchâtel.

Un dernier mot concernant le vote à venir de la commune de Moutier sur son appartenance cantonale: je suis sûr que les citoyens de Moutier, même ceux qui sont plutôt favorables au canton du Jura, n'auraient rien contre une participation financière du canton du Jura.

Le président. Die BiK-Mehrheit will diesen Kredit mit der Auflage zurückweisen, wonach die Finanzierung gemäss Artikel 14 Absatz 1 des Kantonalen Kulturförderungsgesetzes (KKFG) erfolgen soll. Die BiK-Minderheit hingegen unterstützt den Kredit entsprechend dem Antrag des Regierungsrats. Für die Begründung durch die BiK-Minderheit hat Herr Grossrat Gasser das Wort.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). La majorité de la Commission propose le renvoi et estime que les conditions de l'article 14 alinéa 1 de la LEAC concernant la subsidiarité du financement par les communes ne sont pas remplies. Cette analyse est réductrice, car elle néglige l'alinéa 2 du même article. On a bien entendu la lecture tout à l'heure. Car le deuxième alinéa précise que le canton peut verser des subventions indépendamment du subventionnement du cofinancement par des tiers. Donc, c'est prévu, on peut le faire. Et, à la suite, la lettre b) stipule que le canton «peut verser des subventions indépendamment du cofinancement par des tiers.» (*Agitation*)

Danke vielmals, es ist viel angenehmer, wenn ich mich äussern kann und Sie dabei so tun, als würden Sie zuhören. Danke!

Je continue. Donc, on a bel et bien ici une organisation culturelle avec une portée suprarégionale, et on répond bel et bien à l'alinéa 2 lettre b). Par ailleurs, ce projet collaborera avec le CREA de Delémont, mais aussi le Palace de Bienne. Ce réseau a donc bel et bien une dimension suprarégionale, voire même intercantonale. Enfin, le même projet répond encore à la lettre e) du même alinéa, qui dit:» dans d'autres cas si cela permet de soutenir de manière particulièrement efficace les objectifs de l'encouragement des activités culturelles ou la stratégie culturelle du Conseil-exécutif. Enfin, l'alinéa 1, auquel mon collègue Krähenbühl se réfère, mentionne bien «en règle générale». Enfin, précision utile, Pro Helvetia a estimé que ce projet était extrêmement intéressant, et il veut le soutenir à hauteur de 150 000 francs. Un tel montant démontre à mon avis que, si besoin est, le projet est de qualité. La majorité prétend aussi que le nouveau syndicat des communes pourrait reprendre la coordination du réseau, ce qui éviterait une nouvelle structure. Apparemment une excellente idée, mais ce n'est pas réalisable, car ce syndicat a un rôle totalement différent. Ce n'est pas une institution culturelle, car il ne crée rien en matière de production culturelle, il gère seulement les contributions financières des communes aux institutions d'importance régionale, en l'absence de Conférence régionale. C'est donc un organe administratif composé de conseillers municipaux et des secrétariats. Or, ARS sera un réel moteur de création culturelle dans la région, piloté et composé par les artistes eux-mêmes. Enfin, vous ne comprenez pas non plus pourquoi les acteurs culturels jurassiens disposeront de deux sièges dans notre forum interjurassien de la culture, alors que le canton de Berne assure intégralement le financement. C'est en partie dû à la méconnaissance de notre situation régionale. En effet, depuis toujours, les acteurs culturels travaillent dans la région, et non pas dans un périmètre politique. Bienne romande, le Jura bernois et le canton du Jura forment une véritable communauté culturelle. Depuis fort longtemps, ces acteurs collaborent et travaillent sur la totalité du territoire. Enfin, il faut rappeler que le projet ARS est né suite à la décision du gouvernement bernois de se retirer du projet interjurassien, le fameux CREA, qui était devisé à 30 millions, et qui avait un coût périodique de 2 millions. Le canton du Jura va, lui, construire seul cette infrastructure, Berne ne va pas y participer, et pourtant cette structure avoisine les 20 millions. Pour simplifier, je dirais que, à terme, le canton du Jura construira le CREA, de l'autre côté Bienne retrouve son Palace, donc deux structures importantes, et le Jura bernois lui, qu'est-ce qu'il apporte? Eh bien le contenu, la matière grise. C'est le rôle de cette mise en réseau. Je rappelle également que ce crédit n'augmente pas les dépenses du canton de Berne, puisqu'il sera intégralement financé par l'enveloppe dévolue au Conseil du Jura bernois, comme la loi sur le statut particulier lui autorise. Enfin, ce réseau consacrera l'essentiel de ses moyens financiers à la création et au travail artistiques, puisque 70 pour cent des fonds alloués bénéficieront directement aux acteurs culturels de la région. Pensez donc, pour tous ceux parmi vous qui connaissez des artistes, vous savez très bien qu'un artiste, s'il reçoit 1000 francs pour faire quelque chose, mais je vous promets, il ne va pas en dépenser 500 pour donner à un secrétariat, il va véritablement les utiliser pour produire quelque chose qu'il peut montrer aux autres. Or, les artistes

eux-mêmes demandent cette structure, ayons un peu confiance. C'est donc pour toutes ces bonnes raisons qu'au nom de la minorité, je vous recommande d'accepter ce crédit, et que je vous remercie pour votre attention.

Le président. Wir haben die zwei unterschiedlichen Anträge seitens der Kommission begründet erhalten. Zuerst hat Frau Grossrätin Graber, die Präsidentin der Deputation, das Wort.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (SVP), présidente de la Députation. Je m'exprime ici en tant que présidente de la Députation. Par 11 voix sans opposition et avec une abstention, la Députation a décidé d'apporter son soutien au projet ARS, abréviation qui signifie «Projet de mise en réseau des Arts de la scène dans le Jura bernois et à Bienne». Notre position coïncide avec celle du Conseil du Jura bernois, ainsi qu'avec celle du Conseil des affaires francophones de Bienne. Ce soutien unanime de toutes les institutions politiques du Jura bernois et des francophones de Bienne témoigne de la forte volonté des Romands de notre canton de développer leurs infrastructures culturelles et de permettre le développement constant et harmonieux de la culture qui fonde leur identité au sein de notre canton. Ce projet porte sur un montant de 550 000 francs pour les années 2016 à 2019. Il coûte nettement moins cher que le CREA, qui aurait entraîné des dépenses de plusieurs millions de francs pour notre canton, une dépense sans commune mesure avec nos capacités financières, et avec le légitime rapport coût-bénéfice. Il convient de souligner que Pro Helvetia apportera une contribution de 150 000 francs à la réalisation de ce projet. Ce geste constitue indubitablement une marque de reconnaissance pour le projet ARS. Une espèce de ratification du bien-fondé et du sérieux de ce projet. Ce projet se veut une synergie avec les infrastructures culturelles jurassiennes et biennoises, en particulier le futur CREA à Delémont et le Palace de Bienne. Les adversaires du projet invoquent le principe de subsidiarité. Mais nous devons ici répéter que ce principe ne s'applique pas aux projets de dimension suprarégionale.

Dans ce cas, il est possible de ne pas subordonner la subvention cantonale à des subventions versées par les communes bénéficiaires. Par ailleurs, et cela est un point central, les 550 000 francs qui devraient être affectés au projet ARS seront imputés à l'enveloppe financière dont dispose le CJB pour promouvoir les activités culturelles dans le Jura bernois. Cela signifie que le financement prévu du projet ARS n'entraîne aucune dépense supplémentaire pour notre canton. Le crédit dont nous débattons présente une forte dimension politique. Il est légitime de remettre en cause la politique culturelle de notre canton, c'est un droit démocratique de le faire. Néanmoins, il nous semble malvenu de le faire dans le contexte d'un crédit destiné à la culture dans le Jura bernois. Un refus de la part du Grand Conseil serait extrêmement mal perçu dans la partie francophone du canton. Nous vous prions instamment de ne pas commettre ce faux-pas. N'oublions jamais que la culture constitue l'un des éléments essentiels d'une identité. L'équilibre politique de notre canton, ainsi que la sauvegarde des spécificités du Jura bernois et des Romands de notre canton commandent, à nos yeux, que le Grand Conseil fasse preuve d'intelligence et de clairvoyance en acceptant le crédit dont nous débattons.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionsvoten.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Une fois de plus, nous voici confrontés à une problématique qui concerne exclusivement les francophones. Je ne vais pas revenir sur la forme du projet qui vient de vous être présenté par la Commission de la formation, ou que vous avez pu lire dans les documents, mais bien sur le fond. Je ne vous apprends rien, nous sommes un canton bilingue, nous l'avons vu avec notre collègue Gasser, wir sind ein zweisprachiger Kanton. Le bilinguisme, avec tout le respect que j'ai pour les traductrices, que je remercie au passage pour leur excellent travail, ne s'arrête pas uniquement à la traduction, mais également et principalement à une différence culturelle. Et c'est là le point qui nous intéresse, puisqu'il s'agit bien ici de culture. Le Jura bernois a son statut particulier, qui parfois fait grincer les dents, mais il a surtout une identité culturelle différente du reste du canton. Ce projet ARS en est une réelle preuve. Il s'inscrit tout à fait dans ce contexte et il a été élaboré en fonction des réels besoins et aspects particuliers du Jura bernois, avec des relations avec Bienne et le canton du Jura. La preuve que cela correspond à tous les points de vue de notre région et qu'autant le Conseil du Jura bernois que la Députation francophone soutiennent ce projet, tous partis confondus. J'ose vraiment espérer ici que les députés francophones du PLR et de l'UDC auront su, comme l'a fait notre collègue Patrick

Gsteiger, convaincre leur groupe du bien-fondé de ce projet.

Les points soulevés par les partis bourgeois s'expliquent aisément, vous l'avez entendu, les membres du Forum en provenance du Jura ne sont pas des politiciens ou des membres de l'administration, mais bien des acteurs culturels qui sont au cœur du projet. Le principe de subsidiarité est parfois remplacé par la suprarégionalité des projets, on l'a entendu. Les coûts de ce projet sont pris en compte dans l'enveloppe culturelle que le canton octroie au CJB, et surtout, ils sont sujets à rapports et remises en question durant les quatre prochaines années. Un renvoi en commission serait plus que dommageable et représenterait pour notre région un nouveau refus de la partie alémanique, alors que le projet ne concerne que la partie francophone du canton. Je vous prie de bien vouloir reconsidérer votre position et vous demande, comme le reste du groupe socialiste, qui le fait d'ailleurs à l'unanimité, d'accepter ce crédit. J'aimerais encore ajouter un dernier élément: Comment se fait-il que chez les Verts et les socialistes, les francophones arrivent à convaincre leurs collègues et leur faire comprendre les problématiques qui concernent uniquement les francophones, alors que ce n'est pas possible dans le camp bourgeois, alors qu'il y a le président du Conseil du Jura bernois et un conseiller national favorable à ce projet?

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Ich möchte zuerst aus meiner persönlichen Sicht ein paar Sätze vorausschicken. Als ich mich auf die BiK-Sitzung vom 20. Oktober vorbereitete, las ich die Unterlagen zu diesem Geschäft gründlich. Ich bin selber Kulturschaffende, organisiere selber grössere und kleinere Projekte und habe viele in den verschiedenen Kunstsparten professionell tätige Freundinnen und Freunde. Kurz: Ich behaupte mich auszukennen! Trotz dieses Hintergrunds fiel es mir zu Beginn nicht einfach, bei diesem Projekt ARS wirklich zu verstehen, was jene «ännet äm Bärkli» im Berner Jura eigentlich wollen und wie dies organisiert ist. Damals erschloss sich mir nicht einmal, um welche Kunstsparten es sich bei diesem Projekt genau handelt. Ich könnte mir vorstellen, dass es anderen BiK-Mitgliedern vielleicht ähnlich ergangen ist. Vieles klärte sich während der Sitzung. Doch richtig klar wurde für mich das Projekt, während ich mich nochmals vertieft damit auseinandergesetzt habe. Dieses Geschäft beinhaltet sowohl fachliche, finanzielle, regionale als auch politische Aspekte.

Die wichtigen Tatsachen haben uns die beiden Kommissionssprecher dargelegt. Dennoch möchte ich noch ein paar Dinge erklären. Das Projekt hat eine lange Vorgeschichte, welche in der Zeit von Erziehungsdirektor Annoni wurzelt. Das damalige Projekt CREA wurde vor allem wegen finanzieller Gründe abgebrochen, was in der Region grosse Frustrationen auslöste. Beim neuen Projekt ARS geht es konkret um eine Vernetzung, um die Nutzung von Synergien zwischen Kulturschaffenden im Berner Jura, in Biel sowie über die Kantonsgrenze hinaus. «Bühnenkünste» bedeutet nicht nur Theater und Tanz. Diese Sparte umfasst auch Musik, Literatur und Kontakte mit den Amateurvereinen wie beispielsweise Blasmusiken. Weiter geht es auch um die Kulturvermittlung in den Schulen und für die Bevölkerung. Es geht um eine kulturelle Teilhabe der Bevölkerung sowie um die Förderung der regionalen Kunst.

70 Prozent dieser Gelder gehen direkt zu den Kulturschaffenden. Dies sei zu wenig, so ein häufiger Vorwurf, den ich in den letzten Tagen gehört habe. Mit den 30 übrigen Prozenten werden die Kulturschaffenden unterstützt, wenn sie Tourneen organisieren, Spielstätten suchen, mit den Gemeinden verhandeln und Räume suchen. Sie werden koordiniert, sie können sich vernetzen und es wird ihnen mit Tipps bei der Mittelbeschaffung – beispielsweise bei Stiftungen – geholfen. Die Gegner des Projekts verlangen mit der Rückweisung, dass sich subsidiär auch die Gemeinden beteiligen sollen, so wie es in Artikel 14 Absatz 1 des KKFG steht. Aber: Artikel 14 KKFG sieht auch klare Regelungen vor, in welchen Fällen der Kanton alleine finanzieren kann. Dies, wenn es für die kantonale Strategie besonders wichtig ist. In diesem Geschäft sind der Bilinguismus und die Kulturförderung sehr wichtig. Damit sind die Bedingungen erfüllt. Weiter hat ARS keine Standortgemeinde; es gibt kein Theaterhaus, keine Hauptbühne. Genau das ist das Besondere! Es handelt sich um ein fein verästeltes Gebilde, welches zur fein verästelten Struktur und zur Geografie des Berner Juras passt. Keine der Gemeinden bildet den Hauptsitz des Netzes. Projektbezogen kann aber sehr wohl bei einer Gemeinde ein Gesuch um Unterstützung gestellt werden.

Offensichtlich stört man sich im Hintergrund doch am Budget des Conseil du Jura bernois, welches ihm gestützt auf das Sonderstatutgesetz (SStG) zusteht und über welches er verfügen kann. Diese Haltung kommt uns Grünen so vor, als wenn Sie Ihren Kindern mehr oder weniger gnädig ein Taschengeld geben, ihnen aber gleich dreinreden wollen, wie sie ihr Taschengeld verwenden – sei es für einen Kinobesuch, den Kauf von Süßigkeiten oder eines YB-Pullovers. Wir haben Verständnis dafür, dass sich die Betroffenen über diese mehr oder weniger deutliche Haltung

aufregen und sich dabei schlecht oder gar ungerecht behandelt vorkommen. Schliesslich können wir Grünen uns gleichwohl nicht des Eindrucks erwehren, dass es der federführenden Gegnerpartei auch um eine grundsätzliche Kritik an der Kulturförderung geht – ungeachtet, wo, wann und in welchem Kontext. Passen Sie auf! Machen Sie nicht etwas kaputt, was Sie vielleicht später in einem anderen Zusammenhang bedauern. Frau Grossrätin Graber hat das Wort «faux-pas» verwendet. Treten Sie nicht dermassen machtbewusst auf, indem Sie dabei Scherben riskieren, wenn es um ein sorgfältig vorbereitetes Kulturprojekt geht. Wir Grünen stimmen diesem Projekt zu.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Permettez-moi de parler en allemand. Vous savez sans doute déjà que je ne suis pas un romand, ceci à cause de mon accent fort. Das hier vorliegende Kreditgeschäft ist etwas spezieller als sonstige Kreditgeschäfte. Es geht um eine Vorlage, welche über den Budgetrahmen des bernjurassischen Rates finanziert werden soll. Die Vorlage wurde von diesem auch diskutiert und offenbar für gut befunden. Dieses Geschäft wird nun dem Grossen Rat vorgelegt, weil er die abschliessende finanzielle Kompetenz hat, um die aus dem Kulturförderungsfonds vorgesehenen Mittel zu sprechen. So lautet die Regelung. Insofern muss auch der Grosse Rat sowohl inhaltlich als auch in Bezug auf das Verfahren von diesem Projekt überzeugt sein. Es scheint mir auch richtig, dass wir uns äussern, wenn wir Bedenken haben. Dass der bernjurassische Rat diesem Projekt einstimmig zugestimmt hat, ist ein starkes Zeichen, welches wir seitens der BDP durchaus ernst nehmen. Für uns bedeutet dies noch nicht, dass wir das Geschäft deshalb unkritisch durchwinken. Dies vorab zum Argument, wonach das Projekt vom bernjurassischen Rat einstimmig unterstützt werde.

Für die BDP-Fraktion ist die Förderung von Kultur eine gute Sache und grundsätzlich unbestritten – weder im Berner Jura noch im deutschsprachigen Kantonsteil. Für uns ist es jedoch schwierig, aus diesem Projekt einen direkten Nutzen für Kultur- und Kunstschaaffende in dieser Region zu erkennen. Es soll vorerst für vier Jahre eine Struktur geschaffen werden, welche allenfalls in eine andere Struktur übergehen würde bzw. allenfalls in dieser Form funktioniert oder nicht. Dies macht uns etwas skeptisch. Es soll darum gehen, Bühnenkünste und Kulturschaaffende miteinander zu vernetzen. Dennoch bleibt aus meiner Sicht unklar, weshalb es dergleichen braucht, es mit den bereits bestehenden Institutionen nicht funktionieren soll und jetzt dermassen viele Mittel für eine Vernetzungsstruktur aufgewendet werden müssen. Für mich klingt dies sehr stark nach Bürokratie und Administration und eigentlich weniger nach gelebter Kultur. Viel sympathischer ist es, wenn Kulturförderungsgelder für konkrete Projekte verwendet werden können. Ich weiss nicht, ob dies vom einen oder anderen Kulturschaaffenden nicht auch so beurteilt würde. Ich stelle fest, dass dieses Projekt offenbar über Jahre ausgearbeitet und zudem mit einer Studie geprüft wurde. In dieser Form liegt es nun vor. Wenn durch dieses Projekt dem Kulturangebot im französischsprachigen Kantonsteil mehr Attraktivität verliehen und mehr Publikum gebracht werden kann, so wollen wir dieses seitens der BDP nicht ablehnen. Die hundertprozentige Finanzierung durch den Kanton Bern ist aber unsererseits bestritten. Eine Mehrheit der BDP-Fraktion ist der Meinung, dass bei diesem Projekt eine Kofinanzierung im Sinne von Artikel 14 Absatz 1 KKFG ins Auge gefasst werden soll bzw. eine mögliche Beteiligung der Gemeinden, allenfalls auch der Stadt Biel, des Kantons Jura oder anderer Institutionen. Dass der Kanton gestützt auf dieses Gesetz auch die Möglichkeit hätte, eine hundertprozentige Finanzierung zu übernehmen, ist klar. Diese ist für Fälle vorgesehen, welche für die kantonale Strategie von spezieller Wichtigkeit sind. Für die BDP ist dies beim vorliegenden Projekt nicht gegeben. Deshalb unterstützen wir mehrheitlich den Antrag der BiK-Mehrheit.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Le temps passe et je n'aimerais pas vous saouler avec des répétitions de choses que vous avez déjà entendues qui ont parfaitement été développées ici à la tribune. J'aimerais simplement mettre l'accent sur quelques points qui me paraissent importants au sujet de ce crédit. Vous devez soutenir un projet qui est innovant, qui est moderne, qui est fédérateur, qui a été reconnu par Pro Helvetia – Pro Helvetia qui était même admiratif devant ce projet - et surtout ce projet implique directement les acteurs culturels eux-mêmes, et c'est assez particulier pour le signaler. Il a été pensé régionalement, en collaboration avec le CREA à Delémont et le Palace à Bienne, vous avez entendu Peter Gasser vous expliquer qu'il y a des parts de financement qui viennent aussi du Jura et de la ville de Bienne. Le parti évangélique a pris connaissance avec intérêt des interrogations de la Commission. On a parlé de manque de subsidiarité, mais vous savez aussi maintenant qu'une exception est possible à l'article 14 de la LEAC. Donc, pour nous le cadre légal est parfaitement respecté. Le parti évangélique est derrière

ce projet qui veut donner de l'ampleur au tissu culturel régional, porter haut le prestige du Jura bernois et de Bienne à l'extérieur. (*Le président agite sa cloche.*) Ce projet qui favorise la synergie entre les lieux d'accueil, c'est un bon concept, mais un concept qui doit aussi être encadré, c'est pour cela qu'il y a aussi des dépenses nécessaires pour l'encadrement, il faut s'en donner les moyens et il ne faut pas voir cela comme de la bureaucratie. Oui, c'est vrai, le projet ARS est ambitieux, il faut donc un engagement politique clair pour le rendre viable, et le parti évangélique compte sur votre approbation et votre soutien.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Die SVP-Fraktion unterstützt den Rückweisungsantrag grossmehrheitlich. Wir bestreiten nicht, dass die 550 000 Franken dem Berner Jura während der nächsten vier Jahre jährlich zustehen. Dennoch gibt es zwei Punkte, welche für uns doch relativ schwer nachvollziehbar sind: einerseits, die Frage, weshalb sich der Kanton Jura und die Gemeinden nicht beteiligen – dies hat man bereits besprochen –, andererseits die Art und Weise, wie diese Gelder ausgegeben werden. Zur Finanzierung zweier Kulturkoordinatoren sind 150 000 Franken budgetiert. Diese sollen zu einem Pensum von je 70 Prozent angestellt werden und – ich zitiere aus dem Projekt – «welche den regionalen Mikrokosmos der Bühnenkünste im Raum Jura, Biel vernetzen» sollen. Zur Vernetzung dieses Mikrokosmos' bedarf es also zweier 70-Prozent-Stellen. Damit noch nicht genug: Es braucht auch noch eine Generalversammlung, diverse Kommissionen sowie natürlich einen Vorstand. Letzterer arbeitet auch nicht gratis und benötigt seinerseits 70 000 Franken pro Jahr. Damit sind wir bereits bei 220 000 Franken, und Kultur ist damit noch keine geschaffen. Das ist ziemlich speziell. Für Nebenkosten kommen weitere 10 000 Franken hinzu, ebenfalls 50 000 Franken für die Kommunikation. Hier wird eine Website aufgeführt und eine fünfmal jährlich erscheinende zwölfseitige Broschüre. 50 000 Franken sind für eine Website und das Herausgeben einer zwölfseitigen Broschüre nicht schlecht! 45 000 Franken gehen für Logistik drauf, was auch immer diese umfasst. Es heisst, man müsse Mieten bezahlen, weil die Kulturschaffenden vielfach nicht zahlungsfähig seien. Daneben ist auch von einem «Camionnetti» die Rede, weil man zum Teil die Mobilität sicherstellen müsse. Na ja, meiner Meinung nach könnte dieses «Camionnetti» auch gemietet werden, wenn man es wirklich benötigt. Ob dafür wirklich jährlich 45 000 Franken ausgegeben werden müssen, bleibe dahingestellt. Wir sehen, dass wir damit bereits bei etwa 330 000 Franken sind, jedoch noch immer keine Kultur geschaffen haben! Es bleiben noch knapp 80 000 Franken für «kulturelles Mitwirken» und 140 000 Franken für «kulturelles Schaffen» – was auch immer der Unterschied zwischen Schaffen und Mitwirken sein mag. Aber eben, dies wären die rund 200 000 Franken, welche konkret eingesetzt würden. Beim Rest scheint mir, geht es darum, irgendwelche Leute aus dem «Kulturkuchen» unterhalten zu müssen, jedoch ohne dabei Kultur zu schaffen. Aus diesem Grund unterstützen wir den Rückweisungsantrag mit einer grossen Mehrheit.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Die Fraktion FDP.Die Liberalen ist mehrheitlich für eine Rückweisung dieses Geschäfts, mit der Auflage, die Finanzierung sei gemäss KKFG vorzunehmen. Wir sind der Meinung, dass sich die Gemeinden auch an diesem Projekt finanziell beteiligen müssten, so wie es in Artikel 14 Absatz 1 KKFG festgeschrieben ist. Alle Regionen sollen gleich behandelt werden.

Noch eine Bemerkung zum angesprochenen Projekt Palace: Für das Palace-Theater in Biel ist erst ein Projektierungskredit gesprochen. Neue Infrastrukturprojekte haben es vor dem Volk schwer. Das wird auch für das Palace so sein. Das vorliegende Betriebskonzept ist nicht schlüssig und durch den Entscheid des Stadtrates von Biel, die Subvention für das Orchester und das Theater zu kürzen, grundsätzlich infrage gestellt. Also, wir sind für die Rückweisung dieses Geschäfts und bitten Sie, es uns gleichzutun.

Le président. Für die Grünen hat Herr Grossrat Amstutz das Wort. – Moment, ich bemerke gerade, dass wir die grüne Fraktion bereits gehört haben. Bevor Sie sich als Einzelsprecher äussern können, hat für die glp-Fraktion Herr Grossrat Brönnimann das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Wie so oft, wenn es um Jura-Fragen geht, wird es emotional. Einmal mehr kann man sich des Eindrucks nicht erwehren, dass wieder eine Stellvertreterdiskussion geführt wird, wenn nicht sogar ein Vorwahlkampf. Um dies noch etwas spannender zu machen, kann ich Ihnen mitteilen, dass die grünliberale Fraktion in zwei Lager gespalten ist. Wie gross diese sein werden und in welche Richtung diese tendieren werden – sei es

für Rückweisung oder Zustimmung –, weiss man wohl erst, wenn die Knöpfe gedrückt sind. Die gute Nachricht ist nun einmal, dass man mit flammenden Voten, egal von welcher Seite und in welcher Sprache auch immer, für einmal noch ein paar Seelen gewinnen kann (*Heiterkeit*). Diejenigen aus unserer Fraktion, welche dem Antrag des Regierungsrats zustimmen, haben die Gewichtung dahingehend vorgenommen, dass das Projekt – vor allem in der Region – inhaltlich unumstritten ist und das Geld dem Berner Jura zustehe. Der andere Teil der glp-Fraktion ist aus verschiedensten Gründen nicht einverstanden. Einerseits wurde bereits erwähnt, dass einem auch als Kulturfreund der Anteil an «coordination et bureaucratie» etwas hoch erscheint. Item, dies müssen Sie im Berner Jura entscheiden. Schliesslich möchte ich nicht verhehlen, dass es Fraktionsmitglieder gibt, welche dieses Geschäft in seiner grundsätzlichen Dimension sehen. Ich mache keinen Hehl daraus, dass es in unserer Fraktion einige Mitglieder gibt, die aus staatspolitischen Gründen gegen dieses Projekt stimmen werden. Wir haben grundsätzlich Mühe mit den Sonderrechten und deren Ausmass, welche dem Berner Jura zugestanden werden. Auch wir nehmen damit ein Stück weit an dieser Stellvertreterdiskussion teil. Vor allem stört uns, dass die Gemeinden keinen Beitrag leisten müssen und somit die Gemeinden im alten Kantonsteil negativ diskriminiert werden. Ebenfalls nicht nachvollziehen können wir, dass hier gleich die Grundsatzfrage bezüglich des zweisprachigen Brückenbauerkantons Bern gestellt wird. Hängt es nur noch davon ab, ist das Fundament des Brückenbauerkantons Bern ohnehin ziemlich schwach. Unseres Erachtens sollte die Jura-Abstimmung in Moutier und in den Gemeinden abgewartet werden. Falls Moutier wechselt, werden wir wohl einmal grundsätzlich über das Sonderstatut und die darin enthaltenen Sonderrechte sprechen müssen.

Le président. Nun kommen wir zu den Einzelvoten. Ich fände es sehr ungünstig, wenn wir dieses Geschäft über das Wochenende aufschieben müssten. Äussern Sie sich doch bitte knapp und klar. Als Einzelsprecher hat zuerst Herr Grossrat Amstutz das Wort, danach folgen weitere Einzelvotanten gemäss angezeigter Reihenfolge.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Je vous propose de soutenir ce projet de mise en réseau des arts de la scène dans le Jura bernois et à Bienne, et ceci pour les quatre raisons suivantes. Parlons finances. En 2010, la majorité du Grand Conseil a refusé le CREA, un projet intercantonal entre Berne et le Jura, un projet devisé à 30 millions et affichant un coût annuel de 2 millions. Le projet ARS, lui, coûtera 500 000 francs par an. (*Le président agite sa cloche.*) L'essentiel de ces moyens financiers seront consacrés à la création et au travail artistiques proprement dit, car 70 pour cent des fonds alloués profiteront directement aux acteurs et actrices culturels de la région. Précisons encore que le projet peut être financé intégralement par l'enveloppe budgétaire du Conseil du Jura bernois. Dans ce sens, je comprends mal les critiques formulées par la majorité de la Commission de la formation. (*Le président interrompt l'orateur.*)

Präsident. Es ist zu Laut im Saal. Ich bitte Sie um mehr Aufmerksamkeit und darum, Ihre Gespräche nicht hier drin zu führen.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). La Commission de la formation s'appuie sur l'article 14 de la LEAC pour exiger la subsidiarité. Comme ARS vise à renforcer la diversité culturelle, à faire participer la population à la vie culturelle, ainsi qu'à faciliter la diffusion des créations culturelles et accroître l'activité du canton, il réunit les principaux critères pour justifier une exception à ce principe, exception précisée dans l'alinéa 2 de ce même article. Deux personnes du canton du Jura seront membres du Forum interjurassien, il ne s'agit pas de politiciens. On ne peut pas prétendre que notre voisin, que ce soit Bienne ou que ce soit le Jura, ne participe pas à l'effort financier, puisque tant Bienne par le Palace et le Jura par le CREA apportent et apporteront une très importante contribution financière, puisqu'ils investiront dans des bâtiments. Deuxième point. Parlons du soutien des élus régionaux. C'est à l'unanimité que le CJB, le CAF et la Députation soutiennent le projet, de plus celui-ci a reçu l'aval de Pro Helvetia qui va mettre la main au porte-monnaie, une façon de valider les intentions des porteurs du projet. Parlons maintenant soutien de la base. Le Jura bernois est certes une région périphérique, mais la richesse culturelle y est remarquable. Des lieux comme le Royal, les centres culturels de Saint-Imier, de La Neuveville, de la Prévôté n'ont rien à envier aux institutions du canton. Alors, encore ceci. Cette affaire pourrait provoquer une affaire, je m'explique. Au cours de son histoire récente, le canton de Berne a bien souvent eu mal à sa minorité francophone, ou l'inverse. Nombreuses sont les personnes qui dans

cet hémicycle appréhendent le moment où plusieurs communes du Jura bernois décideront de leur appartenance cantonale. Je continue parce que je trouve cela très important, si le président me le permet. Soit elles craignent une réduction du territoire. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Voilà, je termine. Oui, chers collègues, je parle sérieusement. En refusant le projet ARS, vous allez sans aucun doute, vous me passez l'expression, vous tirer une balle dans le pied. Je m'arrête là, il y aurait encore d'autres choses à dire.

Le président. Ich verfüge zwar über drei Jahre Erfahrung als Realschullehrer. Während der letzten drei Minuten war es hier aber von der Unruhe her schlimmer. Darf ich Sie für die nächsten zehn Minuten um Konzentration bitten? Die Unruhe ist sehr unangenehm. Als nächster Einzelsprecher hat Herr Grossrat Etienne Klopfenstein das Wort.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC). J'essaierai d'être très bref, vu que l'attention baisse quand même gentiment. Je voulais juste soulever un point, c'est que, finalement, si cette institution ou si le projet ARS est soutenu, aucune institution culturelle alémanique du canton de Berne ne va subir une pénalisation, puisque le financement est pris dans l'enveloppe du Conseil du Jura bernois, ce qui représente 5,3 pour cent du projet culturel du canton. Pour les Alémaniques: n'ayez pas peur qu'il y ait une pénalisation de votre côté. Peut-être juste une remarque concernant notre collègue Bernasconi. Il a dit tout à l'heure qu'il avait peut-être mieux travaillé dans son groupe que peut-être nous au sein de l'UDC, mais, si mes informations sont correctes, je crois que déjà au sein de la Commission, les membres du parti socialiste et des Verts étaient acquis au projet.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (PLR). J'ai deux choix, je résume en trois mots ce que j'ai prévu: ou bien j'obtiens quand même jusqu'à 16 heures la concentration de tout le monde, ou bien je demande carrément de reporter tous les interlocuteurs pour la semaine prochaine. Comme cela, ce n'est pas possible de s'exprimer dans ce brouhaha. Moi aussi, je suis Schulleiter, moi aussi je dois des fois m'imposer dans ma classe à l'école, mais là, s'il vous plaît, essayons de faire encore le geste jusqu'à 16 heures. Est-ce que l'on va jusqu'à 16 heures ou est-ce que l'on va plus longtemps? C'est ma question, sinon je me retire. (*L'orateur s'adresse au président :*) Est-ce que vous allez jusqu'au bout pour la votation ou est-ce que vous reportez l'objet à la semaine prochaine?

Le président. Wir beraten nur bis 16.00 Uhr weiter.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (PLR). Ce n'est pas possible, il faut renvoyer. Encore quatre plus le directeur, cela ne va jamais aller.

Le président. Das ist richtig, wir werden heute nicht mehr über das Geschäft abstimmen können.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (PLR). Alors, moi je me retire et je parle mardi.

Roland Näf, Muri (PS). Ich fasse mich kurz. Persönlich habe ich volles Vertrauen in unsere Kolleginnen und Kollegen aus dem Berner Jura, dass sie ihr Geld für sie bestmöglich einsetzen. Ich habe allen Rednerinnen und Rednern aus dem Berner Jura zugehört und keine einzige andere Stimme gehört. Wissen wir wirklich besser, was sie im Berner Jura brauchen? Sie müssen entschuldigen, wenn ich nun etwas belehrend klinge: Das Beste, was wir in unserem Land haben, sind die Prinzipien des Föderalismus und der Subsidiarität. Dies sind zwei Prinzipien, welche uns vorgeben, dass jene Leute aus einer Region oder einer Gemeinde, immer am besten wissen, wie sie ihre Mittel optimal einsetzen können. Indem wir diesen Kredit hier bekämpfen, verstossen wir gegen das wohl wichtigste Prinzip unseres sehr starken Systems. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir wissen es nicht besser! Wir sollten vorsichtig sein, damit wir dem Berner Jura gegenüber nicht arrogant werden.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Was gefällt mir an diesem Projekt? Dieses gefällt mir nämlich. Und was überzeugt mich an diesem? Es ist interregional entstanden, was schon einmal sehr wichtig ist. Es ist gemeinsam von unten, mit den Akteurinnen und Akteuren vor Ort entstanden. Es bespielt die ganze Region, berücksichtigt kleinere und kleinste Gemeinden, stärkt aber auch die kulturellen Zentren in Biel und Delémont bzw. die dort zur Verfügung stehenden verschiedenen Räume. Zudem deckt dieses Projekt die verschiedenen Kultursparten ab. Zur Kultur gehören klar auch

Organisation und Koordination. Dies ist jedoch nur ein Teil des Projekts. In diesem enthalten sind auch Kulturvermittlung und Kulturaktionen. Liest man die Vorlage, so sollen auch eigene Kulturangebote generiert werden. Es handelt sich nicht um ein bürokratisches Monster. Persönlich scheint mir, dass die Projektgruppe aus dem Jura bei diesem Projekt an alles gedacht hat. So könnte es zu etwas ganz Besonderem und auch für andere Regionen zum Modell werden, indem die Kultur gemeinsam organisiert und vertreten wird.

Aus dem Bericht der Projektgruppe spürt man auch eine Aufbruchstimmung, eine Freude, ein Engagement, um der Kultur im Berner Jura und in Biel neuen Schub zu verleihen. Hinter diesem Projekt – und dies möchte ich Ihnen auch noch ans Herz legen – steht die stundenweise Arbeit von Menschen, die sich eingebracht haben, die aufeinander zugegangen sind und das Meiste wahrscheinlich in freiwilligem Engagement gemacht haben. Diese Energie möchte ich jetzt keinesfalls stoppen. Dieses Projekt muss zum Fliegen kommen! Alles andere hinterlässt nämlich nur Katzenjammer, was dem kulturellen Klima schaden und die vielen freiwillig Engagierten demotivieren würde, welche es in einer lebendigen Kulturlandschaft braucht. Sagen Sie also ja zu diesem Projekt, sagen Sie ja und lassen Sie die vielen Kulturtäter und Kulturtäterinnen im Jura nicht im Stich! Der Hinweis übrigens, Samuel Krähenbühl, wonach man nicht dagegen sei und nur wolle, dass die Gemeinden mitbezahlen, ist für mich ziemlich fadenscheinig. Die Gemeinden in diesem Moment flächendeckend für ein solches Projekt zu gewinnen, ist schlicht unmöglich. Dies kann man später tun, wenn alles funktioniert. Dann kann man zurück zur Subsidiarität. Starten wir jetzt mit dieser guten Sache. Ich hoffe auf Ihre Zustimmung!

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Seitens verschiedener Fraktionen wurde darauf hingewiesen, sie hätten eigentlich nichts gegen dieses Projekt, sei seien einfach der Meinung, dass die Gemeinden entgegen Artikel 14 KKFG nichts bezahlen müssen. Ich gebe es zu: Bei der Vorbereitung dieses Geschäfts bin ich auch über besagten Artikel 14 gestolpert und habe in der Fraktion entsprechende Fragen gestellt. Der Hinweis auf gesetzliche Vorschriften dürfte insofern falsch sein, als sich aus Artikel 14 eben nicht ableiten lässt, dass die Gemeinden Beiträge leisten müssen, weil es ohne diese nicht geht. Zwar steht in Absatz 1 von Artikel 14, dass der Kanton Beiträge in der Regel gewährt, wenn sich die Gemeinden an der Finanzierung beteiligen. Absatz 2 desselben Artikels besagt hingegen – ich zitiere: «Er kann unabhängig von einer Mitfinanzierung Dritter» – zu diesen gehören die Gemeinden – «Beiträge ausrichten a) an kulturelle Organisationen mit überregionalem Wirkungskreis.». Hier handelt es sich um einen überregionalen Wirkungskreis. Betroffen ist nicht nur der Berner Jura, sondern auch kulturelle Veranstalter in die Region Biel. Zudem kann der Wirkungskreis durchaus auch in die Kantone Jura und Neuenburg reichen. Das Projekt dient einer überregional koordinativen Tätigkeit, welche anspruchsvoller ist als in anderen Regionen, wo die Kantonsgrenzen keine Rolle spielen. Tragen wir – gerade als Kanton Bern – Sorge zur Identität der jurassischen Kultur. Aus diesem Grund – dies sage ich gerade auch als Jurist – ist es schlicht falsch zu sagen, die Gemeinden müssten nach dem Gesetz Beiträge bezahlen. Dem ist nicht so, zumal es sich um eine Organisation mit überregionalem Wirkungskreis handelt. Hierzu hält das Gesetz in Artikel 14 Absatz 2 ausdrücklich fest, dass dort unabhängig von der Mitfinanzierung durch Dritte Beiträge geleistet werden können. Aus diesen Gründen bitte auch ich Sie, den Antrag der Regierung zu unterstützen. Ich danke Ihnen dafür.

Le président. Wir befinden uns nun in der unangenehmen Situation, dieses Geschäft nicht nur über das Wochenende verschieben zu müssen. Voraussichtlich werden wir es erst am Dienstag abschliessend behandeln können. Dies lässt sich nicht ändern. Wegen der für Montag fix traktandierten Geschäfte der FIN werden wir also diese Debatte voraussichtlich am Dienstagvormittag weiterführen. Ich wünsche allerseits einen guten Vorabend und Abend. Wir sehen uns nächste Woche wieder, auf Wiedersehen.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 15 heures 58.

Les rédactrices :

Catherine Graf Lutz (f)

Eva Schmid (d)